Brésil et Colombie : l'action des dispositifs politiques antiféministes

Lundi 9 mars 2020 (2020-03-09T21:33:53Z), par Danielle Coenga, Priscyll Anctil Avoine

Les antiféminismes sont un contre-mouvement d'action et de pensée qui s'opposent aux féminismes [1]. Ils visent à déformer des concepts et des théories, à délégitimer les mouvements féministes et leurs revendications et cherchent à bloquer les avancées vers l'autonomie et la liberté pleines des femmes [2]. Si dans le milieu universitaire européen et nord-américain, spécifiquement le québécois, les discussions sur les antiféminismes sont déjà largement abordées, l'analyse de ce phénomène en Amérique latine a été délaissée en faveur d'autres concepts. Cependant, il nous semble que la notion d'antiféminisme peut apporter de nouvelles pistes de réflexions dans cette région. À partir de notre expérience, en tant que chercheures au Brésil et en Colombie, nous décidons donc de nous pencher sur l'analyse des discours à propos de la supposée « idéologie du genre » comme un élément clé pour comprendre les manifestations antiféministes en Amérique latine.

Depuis les dix dernières années, le terme « idéologie du genre » a lentement intégré les discours tant politiques que populaires à la fois en Amérique latine et mondialement. D'abord inventé par le Vatican, ce concept a été réapproprié par des représentantes antiféministes au sein des États et de la société civile, devenant ainsi une puissante arme politique qui vise à contrer les propositions et les actions liées à la lutte pour l'égalité de genre, la diversité sexuelle et les droits humains. Proclamant un retour à la « vraie essence » de l'identité des femmes, soit la maternité et la prise de soin des autres [3], et se présentant comme un instrument de protection de la famille et de la liberté d'expression, ces discours constituent une atteinte directe aux revendications féministes pour les droits de femmes.

Dans les années 2010, le contexte politique en ébullition dans la région a permis de mettre en place un terreau fertile pour l'apparition d'un dispositif antiféministe dans divers pays. Dans ce texte, nous désirons revenir sur les

Journal des Alternatives. Vol.11 - No.03, mars 2020

- La voix des femmes révoltées enflamme Alger : « Il n'y a pas de festivités, il y a des manifs ! »
- Au Mexique, le 9 mars sera une « journée sans femmes »
- Brésil et Colombie : l'action des dispositifs politiques antiféministes
- À l'assaut des murs
- Féminicides et violences sexuelles : le 8 mars met un coup de pression au patriarcat
- Travail impayé des femmes : Le plus grand hold-up de l'histoire !
- Qu'attend le Canada pour faire face au féminicide ?

campagnes anti-genre qui ont été mises en place au Brésil et en Colombie. Nous considérons d'abord le cas du Brésil, notamment les discussions autour du Plan national d'éducation et les actions homophobes menées par la vague conservatrice anti-genre. En Colombie, c'est dans le contexte du plébiscite pour entériner l'accord de paix signé entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc-ep), que les discours antiféministes ont été fortement mobilisés. Il est ainsi possible d'affirmer que, dans les deux cas, la mobilisation de « l'idéologie du genre » pour manipuler l'opinion publique était non seulement une constante, mais également, un dispositif politique antiféministe pour réaffirmer le maintien des relations genrées et du statu quo social.

Les antiféminismes comme outil politique : le cas du Brésil [4]

Les années 2000 ont été marquées par un virage à gauche dans plusieurs pays en Amérique latine. Au Brésil, les droits humains ont progressivement acquis une plus grande place, par leur inscription dans des documents, politiques et nouvelles instances au plan gouvernemental. Deux Plans nationaux des droits humains (PNDH en 2002 et 2009) ont été approuvés et mis en place en plus de la création des secrétariats des droits des femmes (SPM) et des politiques de promotion de l'égalité raciale (SEPIR) en 2003. De même, la Cour suprême a reconnu l'union entre personnes du même sexe en tant qu'unité familiale en 2011. Pour paraphraser Miskolci et Campana [5], c'est dans ce contexte que les demandes des droits humains sont perçues par différents groupes politiques conservateurs comme une atteinte à la société. C'est dans ce contexte aussi que la prolifération des discours anti-genre et la fabrication d'une panique morale autour de la supposée « idéologie du genre » ont trouvé un espace privilégié pour se développer.

Basés sur la protection de la famille, de la morale, des bonnes coutumes et de l'ordre national, les discours antiféministes ont commencé à s'intensifier, à l'intérieur du Congrès national. Ils ont pour but d'empêcher l'avancement de questions relatives aux droits sexuels et reproductifs, aux droits des personnes LGBTQI+, en plus de bloquer les discussions concernant la promotion et défense de l'égalité de genre et de race. Partant d'une imbrication profonde et inquiétante entre les sphères étatiques et religieuses – sans toutefois s'y restreindre –, les actions antiféministes menées par des représentants politiques ciblent dès le début des années 2000 les manifestations pour les droits LGBTQI+ comme ennemi principal.

Déjà en 2003, le Front parlementaire évangélique (Bancada evangélica), un des acteurs représentant ce contre-mouvement, a été créé, réunissant plusieurs parlementaires au sein du Congrès national – la plupart des membres étant liés aux mouvements pentecôtistes et néo-pentecôtistes [6]. L'objectif principal du groupe, selon son actuel leader, est de préserver et défendre la notion de famille monogame et formée par un homme et une femmes [7]. Ainsi, « protéger la famille » signifie la construction de stratégies visant à empêcher la réalisation des droits des personnes qui ne se conforment pas aux normes rattachées à l'hétérosexualité, ainsi que contre toute personne ne répondant pas à l'ordre « naturel » des sexes instaurant les relations hétérosexuelles. De plus, de cette perspective, le fait d'être cisgenre constitue l'unique possibilité.

Par exemple, parmi ses actions, le groupe avait proposé la suspension d'une résolution de l'Ordre de psychologues du Brésil qui interdisait les thérapies de

réorientation sexuelle pour les personnes homosexuelles. À l'encontre de l'Association américaine de psychologie et de l'Organisation mondiale de la santé qui, respectivement, depuis 1970 et 1993, ne considèrent pas l'homosexualité comme une maladie, ces parlementaires proposaient un projet intitulé « Projet de la guérison gaie » — évoquant le « droit » des personnes d'être guéries de la « maladie » de l'homosexualité. Ces parlementaires ont aussi tenté de bloquer l'approbation d'un projet de loi pour la criminalisation de l'homophobie (PL 122/2006) soutenant que cette loi serait la « Loi du bâillon gai » et empêcherait les personnes hostiles aux sexualités non hétérosexuelles (lire les personnes homophobes) de s'exprimer librement. De la même manière, ce Front s'est fortement opposé au projet national « L'école sans homophobie » (2011). Ce projet, qui était destiné à l'éducation sur la diversité sexuelle et qui s'attaquait aux discriminations y étant rattachées, a été perçu comme un instrument de promotion délibérée de l'activité [homo]sexuelle auprès des jeunes et à l'intérieur des écoles. Selon ces parlementaires, ce projet faisait partie d'un contexte de « dictature gaie » qu'on tentait d'instaurer au Brésil.

Dans un pays qui est reconnu pour l'intensité de la violence contre les personnes LGBTQI+, les actions qui relient la promotion des droits humains à la « dictature gaie » et qui bloquent les travaux contre la discrimination et contre l'éducation à la diversité, constituent bien plus qu'un acte politique isolé. Elles ont des conséquences réelles. En effet, en 2018, 320 membres de la communauté LGBTQI+ ont été assassinées et 100 personnes sont mortes des suites d'un suicide [8]. Cela peut donc être vu comme une action politique de légitimation de la mort des personnes non cisgenre et non hétérosexuelles. Une politique menée par des députés qui sont supposés veiller à la protection des droits de toutes personnes, mais qui se concentrent plutôt à défendre leurs propres intérêts, même si cela se fait par l'élimination des femmes et des groupes sociaux marginalisés.

Dans les années 2010, aux discours contre une « dictature gaie » s'ajoutent les actions contre la supposée menace de « l'idéologie du genre ». Suivant les mêmes contours des discours antérieurs, où l'avancement des droits des groupes sociaux marginalisés est vu comme une menace à l'ordre national et à l'ordre sexuel [fictif] des corps, une nouvelle panique morale prendre place dans le pays. « L'idéologie de genre » devient l'ennemi à combattre par les conservateurs. Cette fois-ci, parallèlement aux discours LGBTQIphobes, un discours explicitement antiféministe prend place sur la scène politique brésilienne.

En 2014, les actions contre « l'idéologie du genre » gagnent en force lors de la discussion sur les lignes directrices du Plan national d'éducation (PNE). Opérant une déformation des théories de genre et mobilisant un discours fortement antiféministe, cet ennemi construit de toutes pièces a été l'excuse utilisée pour enlever les mots *genre* et *diversité* des Plans nationaux et régionaux d'éducation. Concrètement, cela signifie que les objectifs de promouvoir une éducation inclusive, de sensibiliser à l'égalité de genre, sexuelle et raciale ont été délibérément effacés de l'agenda scolaire Brésil. Un exemple important de cette vague conservatrice anti-genre a été la forte protestation à l'intérieur et à l'extérieur du Congrès national faite à l'occasion de la visite au pays de Judith Butler, philosophe féministe étasunienne, en novembre 2017 [9]. L'accusant d'être la *mère de l'idéologie du genre*, un groupe d'une centaine de personnes s'est réuni en face du lieu de sa conférence la taxant d'être une meurtrière, de

promouvoir la pédophilie et la destruction de la famille. Dans un discours diffus et clairement antiféministe, qui allie des demandes anti-avortement, la défense des rôles traditionnels de genre et même le combat à la corruption, cette manifestation s'est soldée avec différents actes diffamatoires contre l'autrice nord-américaine, notamment en brûlant une effigie la représentant.

La violence envers les femmes dans le pays va au-delà de l'acte symbolique contre Judith Butler. Elle est réelle. Le Brésil occupe la 90e position parmi 144 pays en matière d'égalité de genre (WEF, 2018). En 2017, 164 femmes y ont été violées par jour [10]. Dans ce même contexte, le *Front de défense de la famille* a été créé en 2019 par des parlementaires visant à empêcher la légalisation de l'avortement et définir légalement les droits du fœtus (à travers différents projets de loi, comme le PL 29/2015, le PL 478/2007 et le PL 6583/2013). Dans un pays où l'avortement est encore considéré comme un crime, où plus de 400 000 femmes ont réalisé des avortement clandestins [11] et où les femmes noires et pauvres sont les plus à risque de mourir des complications de ces procédures, légiférer sur les corps des femmes et nier les droits des femmes à disposer (en sécurité) de leur propre corps signifie aussi légitimer leur extermination.

C'est ainsi que, si auparavant les discours antiféministes au Brésil étaient déguisés sous couvert de défense à la famille et de discours haineux dirigés contre les personnes LGBTQI+, dans l'actuel contexte de montée de la droite, la message est plus explicite : il n'y a pas d'espace pour que la vie des femmes et des personnes qui échappent aux normes traditionnelles (hétérosexuelles, cisgenres, blanches, de classes) soient préservées. Une situation semblable se passe en Colombie.

Colombie : l'idéologie du genre comme entrave au processus de paix

« *Le gouvernement et les Farc ont l'intention de faire de l'idéologie du genre une norme constitutionnelle. Bien sûr, ils ne l'appellent pas comme ça, ils l'appellent "l'approche de genre" !* »
- Alejandro Ordóñez, ex-procureur général de la Colombie

Comme dans plusieurs pays, « l'idéologie du genre » apparaît en Colombie à la suite de la politisation du concept de genre sur la scène internationale par l'entremise de la Conférence de Pékin en 1995. Dès lors, le Vatican met en place une « contre-conceptualisation » avec la « théologie du corps », mise de l'avant surtout par le pape Jean-Paul II, où il est question de s'opposer à l'indifférenciation des sexes. Comme le souligne Garbagnoli (2019) [12], il s'agit d'une part de faire une « réévaluation théologique de la sexualité », mais aussi de réaffirmer les hiérarchies sexuelles qui placent les sexes dans des rôles prédéfinis. Ainsi, « l'idéologie du genre » comme dispositif contre l'avancée des droits des femmes et des groupes LGBTIQ+, arrive en Colombie à travers cette gigantesque infrastructure politico-administrative [13] qui atteint les coins les plus lointains du pays grâce aux hiérarchies qui structurent l'Église et ses alliés politiques laïques.

L'apparition systématique et répétée de « l'idéologie du genre » sur la scène publique et politique colombienne n'est donc pas nouvelle, mais nous pouvons identifier l'année 2016 comme un point tournant. En effet, le contexte mondial de la montée de l'extrême droite dans plusieurs pays, l'impact de l'élection de Trump avec des discours ouvertement misogynes et racistes sur les pays

d'Amérique latine de même que la signature de l'accord de paix entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc-ep) et le gouvernement colombien, sont tous des facteurs ayant contribué à créer un climat politique propice pour la mise en place politique de discours anti-genre dans le pays.

Trois événements importants ont marqué la scène politique colombienne et ont contribué à mettre en place une vaste rhétorique antiféministe et anti-genre en 2016. Premièrement, une fausse nouvelle s'est répandue sur les médias sociaux à propos d'une supposée « brochure » sur le genre, qui serait, selon ses opposant·es, une manière d'imposer « l'idéologie de genre » dans les écoles de la Colombie en plus de viser une « colonisation homosexuelle » des enfants [14]. Cette brochure répondait pourtant à une décision de la Cour constitutionnelle (T-478 de 2015) portant sur la violence systémique résultant de l'homophobie dans les écoles. Un débat public avait été lancé sur le suicide de Sergio Urrego, 16 ans, motivé par des agressions homophobes vécues à l'école. La ministre responsable du dossier Gina Parody, s'identifiant comme lesbienne, a subi nombre d'attaques homophobes et antiféministes, l'accusant de vouloir instaurer un régime sexuel imposé aux enfants colombiens qui « légitimerait » la pédophilie ainsi que l'homosexualité.

À partir de ce moment, des manifestations ont été organisées en fédérant des enjeux conservateurs autant laïques que religieux autour de l'idée de famille : le 10 août 2016, une « Marche pour la famille » massive est organisée dans tout le pays autour de l'opposition à « l'idéologie du genre ». C'est à ce moment que « l'idéologie du genre » est associée au processus de paix avec les Farc-ep : il s'agissait d'une occasion politique sans précédent pour s'opposer à la réalisation de l'accord qui mettait de l'avant un des processus de paix les plus avancés en matière d'approche sur le genre [15].

Ainsi, le troisième moment important se configure autour d'une opposition massive à l'accord de paix, mobilisée autour de l'idée que ce dernier contribuera à la « colonisation homosexuelle » des enfants colombiens. Cette mobilisation s'inscrit dans une campagne de diffamation des accords de paix par l'extrême droite colombienne – laïque et religieuse – qui utilisera « l'idéologie du genre » comme appareil discursif pour encourager le peuple à voter contre le plébiscite pour la paix qui devait entériner par vote populaire la signature de l'entente entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et la guérilla marxiste-léniniste. Le 2 octobre 2016, face au désarroi de plusieurs colombien·nes et de la communauté internationale, l'accord de paix est rejeté par le peuple par un très mince écart.

Il faut ainsi voir qu'il y a eu une mobilisation politique, voire un momentum politique stratégique, qui a permis à l'extrême droite d'utiliser un discours « anti-genre » qui avait déjà des résonances sociales et politiques historiques dans le pays afin de confondre l'opinion publique sur les accords de paix. Par exemple, la Conférence épiscopale colombienne a fait la publication d'un communiqué avant le plébiscite avisant que de voter « oui » à l'accord de paix entraînerait la décomposition de la famille, l'importation de modèles éducatifs incitant à l'homosexualité tout en soulignant qu'il y aurait une augmentation de la violence due à « l'idéologie du genre ». La députée du Département de Santander, Ángela Hernández, reconnue pour ses discours homophobes et antiféministes, a d'ailleurs complètement nié l'existence des violences structurelles contre les populations LGBTIQ+ dans le cadre du conflit colombien en soulignant qu'elle ne voyait pas comment ces dernières devraient avoir un

traitement différencié dans l'accord de paix s'il n'existe « aucune véritable statistique, ni de véritable histoire de mauvais traitement » [16]. La campagne de diffamation fut telle que le Conseil d'État de Colombie, une institution judiciaire qui fait office de tribunal suprême en ce qui concerne les contentieux administratifs, a statué qu'il y a eu tromperie généralisée avec la campagne pour le « non » au plébiscite pour la paix.

Ainsi, par une stratégie claire d'union entre diverses forces religieuses et non religieuses du conservatisme, un ennemi commun est produit, comme dans le cas du Brésil, soit le genre, et un dispositif antiféministe est déployé pour contrer les changements structurels proposés par les signataires de l'accord de paix. Comme ce qui s'est passé au Brésil, le but est de produire de la confusion et une « panique morale » et donc, de déformer la position des opposants à l'idéologie de genre en mobilisant notamment la famille nucléaire traditionnelle comme axe organisateur de la société, en condamnant le mariage non hétérosexuel jugé comme inconstitutionnel et en signalant le danger de la « colonisation homosexuelle ». L'idée est de délégitimer l'approche de genre ardemment négociée dans l'accord de paix, qui considère les collectifs LGBTIQ+, pour le remplacer par une reconnaissance de la famille comme « victime du conflit armé » [17]. De facto, c'est l'association des « féminazies » avec les luttes de gauche, et donc considérées comme communistes (revenant ainsi à une rhétorique antiféministe), qui rallie différentes postures d'opposition au changement social. C'est ainsi que « l'idéologie du genre » s'est instaurée de manière durable dans l'imaginaire politique colombien, aussi bien que dans l'imaginaire brésilien, comme une « menace » qui pèse sur les valeurs de la nation colombienne, représentant une arme idéologique puissante qui entrave le travail pour les droits humains.

« Idéologie du genre » : un dispositif politique antiféministe

C'est dans ce contexte que, sous couvert de la défense de la vie, de la famille monogamique et hétéronormative, de la morale, les actions antiféministes des parlementaires agissent pour contrer l'avancée des droits des femmes, pour entraver la reconnaissance légale des droits de personnes LGBTQI+ et pour menacer les corps qui osent contester l'ordre social établi et reprendre le contrôle sur leurs sexualités et leurs corps. C'est ainsi que les discours anti-genre, contre la supposée « idéologie du genre » et « pro-vie », s'érigent comme des dispositifs politiques antiféministes en action au Brésil et en Colombie.

En effet, partout en Amérique latine, les avancées des mouvements féministes n'ont pas uniquement contribué à l'avancée des droits des femmes et collectifs LBGTIQ+, mais également à remettre en cause le statu quo social qui maintient les hiérarchies entre les sexes. Avec ces piliers sociaux viennent aussi l'ébranlement des structures de pouvoir politique qui sont maintenues depuis la colonisation et qui perpétuent l'ordonnancement des corps qui ont le droit de *vivre*.

Comme nous l'avons démontré dans ce texte, tant en Colombie qu'au Brésil, comme les discours de « dictature gaie », l'idée de « l'idéologie du genre » s'est configurée comme un dispositif, donc un ensemble de discours, de mécanismes et de concepts qui tente de contrecarrer les avancées des différents mouvements qui veillent à la réalisation des droits humains en Amérique latine et mondialement. « L'idéologie du genre » s'est donc construite

comme un « concept attrape-tout » englobant toutes les formes d'opposition à l'égalité de genre, à l'avortement, au mariage égalitaire ou encore, aux programmes d'éducation sexuelle [18].

En somme, « l'idéologie du genre » et les discours anti-genre en général, dans les deux cas analysés, apparaissent comme un dispositif antiféministe parce que, comme le souligne Lamoureux [19], ce sont des attaques qui vont directement à l'encontre des féministes – dans l'académie et comme activistes – et contre les mouvements sociaux étant associés à l'émancipation des populations femmes ou LGBTIQ+. Les diverses rhétoriques antiféministes étudiées dans le présent texte montrent que ces discours visent à renforcer l'idée que les femmes, féministes et groupes LGBTIQ+ sont les personnes qui tentent de « mettre à mort » les valeurs des sociétés colombiennes et brésiliennes. Et les conséquences sur les mouvements sociaux sont désastreuses.

Conséquences politiques et résistances des mouvements des femmes et féministes

Il est impossible, dans un court texte comme celui-ci, de rendre compte de toutes les relations entre les conséquences politiques de la mise en place de dispositifs antiféministes dans les deux pays tant le ressac a causé du tort aux mouvements sociaux. Cependant, il est possible de souligner que le contexte actuel de violences envers les femmes est préoccupant. Au Brésil, les estimations — car une partie du dispositif antiféministe consiste à minimiser et cacher les données de la violence vécue par les femmes, surtout les femmes noires — montrent que plus de 12 femmes sont assassinées par jour et que 70% d'entre elles sont des femmes noires [20]. En Colombie, ce sont 260 femmes qui ont été assassinées en 2019 dans des crimes classés comme féminicides selon l'organisation *Feminicidios Colombia*. De même, selon l'organisation INDEPAZ, depuis la signature de l'accord de paix en 2016 qui a finalement été entériné par le Congrès à la suite de modifications au texte original, jusqu'au mois de mai 2019, ce sont 837 femmes et hommes qui ont été assassiné·es pour leur activisme social pour les droits humains. L'année 2020 annonce des violences tout aussi extrêmes avec 64 activistes assassiné·es depuis le 1er janvier 2020 [21].

Ainsi, dans des pays où ces chiffres sont en constante augmentation, les actions politiques contraires aux droits des femmes et des groupes raciaux signifient une atteinte directe et explicite à leurs vies. Néanmoins, il est crucial de souligner que, dans ce contexte de montée des antiféminismes à l'intérieur et à l'extérieur des États, les résistances des femmes deviennent plus fortes et plus présentes sur la scène politique. Lors de nos recherches universitaires, nous avons pu discuter avec plusieurs représentantes des groupes féministes en Colombie et au Brésil et donc, en apprendre davantage sur les défis rencontrés et les actions menées par ces mouvements de femmes et féministes à l'aube de cette nouvelle décennie.

En effet, l'Amérique latine témoigne d'une effervescence politique contre les différentes politiques de « mort », le néolibéralisme et la montée de la précarité. Ces mobilisations politiques sont le fait d'une convergence des luttes menées par des coalitions de groupes de femmes, féministes, des peuples autochtones, des mouvements de femmes noires, des paysan·nes et de larges pans de la classe ouvrière [22]. Les plus grandes actions de résistance aux gouvernements sont organisées par des femmes : au Brésil et en Colombie, elles sont à l'avant-

garde des luttes pour la survie et en contestation aux politiques de destruction et d'extractivisme qui sont mises en place par leurs gouvernements de manière continue et prédatrice. Que ce soit les « Marchas das Margaridas » [23], les manifestation « #EleNão » (#PasLui) contre Bolsonaro [24], les manifestations pour Marielle (la députée assassinée en 2018), ou encore, les actions antimilitaristes des femmes et féministes contre la guerre, leurs mobilisations collectives contre la précarité dans les manifestations de la grève nationale en novembre et décembre 2019 en Colombie ; les résistances politiques s'organisent par et pour les femmes et collectifs historiquement subalternisés. Il s'agit donc de vastes réponses aux mouvements de préservation du statu quo : l'idée étant de ne pas perdre plus de droits et de défendre l'état démocratique tout en contrant l'extrême droite et ses politiques de « fausses nouvelles » qui affectent le jugement collectif sur les problèmes sociaux.

De nos recherches, il en ressort qu'il y a une véritable ré-articulation des mouvements des femmes et féministes dans les deux pays, mais également, en Amérique latine afin de pouvoir résister aux politiques anti-genre, mais aussi aux abus des gouvernements. Cette réorganisation des mouvements de base se réoriente sur le questionnement des fondements coloniaux, racistes et antiféministes des démocraties en Amérique latine et se concentre sur la construction de féminismes populaires, promettant un affront puissant contre l'offense des discours anti-genre et de « l'idéologie du genre ».

Notes :

[1] Lamoureux, D. (2019). L'antiféminisme comme conservatisme. Dans C. Bard, M. Blais et F. Dupuis-Déri (dir.), Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui (p. 51-78). Paris : PUF.
[2] Bard, C., Blais, M. et Dupuis-Déri, F. (dir.). Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui. Paris : PUF.
Garbagnoli, S. et Prearo, M. (2017). La croisade anti-genre : du Vatican aux manifs pour tous. Paris : Textuel, p. 127.
Miguel, L. F. (2016). Da "doutrinação marxista" à "ideologia de gênero" - Escola Sem Partido e as leis da mordaça no parlamento brasileiro. Revista Direito e Práxis, 7(15).
[3] http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20040731_collaboration_fr.html (http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20040731_collaboration_fr.html)
[4] Une version plus approfondie sur ce sujet a paru dans Coenga-Oliveira, D. (2019). Challenges announced to gender equality in current Brazil : a "Democratic State" as a danger to women's rights. Dans D. Andrade, M. Sapucaia Machado (orgs.), Women's rights : International Studies on Gender Roles and its influence on contemporary democracy, Editora Deviant, p. 11–44.
[5] Miskolci, R. et Campana, M. (2017). Ideologia de gênero" : notas para a gene- alogia de um pânico moral contemporâneo. Sociedade e Estado, v. 32, n. 3, p. 725–748.
[6] https://repositorio.ufpe.br/bitstream/123456789/33272/1/TESE%20João%20Luis%20Binde.pdf (https://repositorio.ufpe.br/bitstream/123456789/33272/1/TESE%20João%20Luis%20Binde.pdf)
[7] Marini, L. ; Carvalho, A. (2019). Renovada, bancada evangélica chega com mais força no próximo Congresso. En ligne, <https://congressoemfoco. (https://congressoemfoco.)> . (Récupéré le 9 juillet 2019).
[8] GGB. (2019). Mortes violentas de LGBT+ no Brasil : Relatório 2018, 2019. En ligne, <https://grupogaydabahia.files.wordp... (https://grupogaydabahia.files.wordpress.com/2019/01/relatório-)> . (Récupéré le 2 mai 2019)
[9] Coenga-Oliveira, D. (2017). Judith Butler : l'instrumentalisation du discours religieux et la violence d'une société conservatrice. Revista Descontamina, 4 (2), p. 12-15. <https://descontaminadotorg.files.wo... (https://descontaminadotorg.files.wordpress.com/2017/12/revista-descontamina-vol-iv-no-2_espiritualidades-religiones-y-polc3adtica.pdf)>
[10] IPEA ; FBSP. Atlas da Violência 2018 (2018). En ligne, <> . (Récupéré le 9 novembre 2018)
[11] Diniz, D. ; Medeiros, M. ; Madeiro, A. (2017). Pesquisa Nacional de Abor to 2016. Ciência & Saúde Coletiva, 22(2), p. 653–660.
[12] Garbagnoli, S. (2019). De quoi « le gender » des campagnes « anti-genre » est-il le nom ? Sur une contre-révolution straight et ses succès. Dans Christine Bard, Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (dir.), Antiféminismes et masculinismes d'hier à aujourd'hui (pp.241-270). Paris : PUF.

[13] Esguerra Muelle, C. (2017). Cómo hacer necropolíticas en casa : Ideología de género y acuerdos de paz en Colombia. Sexualidad, Salud y Sociedad - Revista Latinoamericana, 27, 172–198.
[14] Ibid.
[15] Barrera Téllez, A. M. (2017). Quelques réflexions à propos de la « réincorporation » des (ex)combattantes farianas : Potentialités et défis à la lumière des expériences passées. IdeAs. Idées d'Amériques, 9, 1–6. <https://doi.org/10.4000/ideas.1850 (https://doi.org/10.4000/ideas.1850)>
[16] Hernández, Ángela (3 octobre 2016). "Muchos votaron NO a la ideología de género en los acuerdos" : diputada Ángela Hernández. Canal Youtube de BLURadio Bucaramanga. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=LYk... (https://www.youtube.com/watch?v=LYkedF2gUIo)>
[17] Esguerra Muelle, C. (2017). Cómo hacer necropolíticas en casa : Ideología de género y acuerdos de paz en Colombia. Sexualidad, Salud y Sociedad - Revista Latinoamericana, 27, 172–198.
[18] Viveros Vigoya, M. et Rodríguez Rondón, M. A. (2017). Hacer y deshacer la ideología de género. Sexualidad, Salud y Sociedad (Rio de Janeiro), 27, 118–127. <https://doi.org/10.1590/1984-6487.s... (https://doi.org/10.1590/1984-6487.sess.2017.27.07.a)>
[19] Lamoureux, op.cit., p.54.
[20] IPEA et FBSP,(2018), op.cit.
[21] La Izquierda Diario. (2020). Ya son 64 los líderes sociales asesinados en Colombia en 2020. La Izquierda Diario, En ligne, <http://www.laizquierdadiario.com/Ya... (http://www.laizquierdadiario.com/Ya-son-64-los-lideres-sociales-asesinados-en-Colombia-en-2020)>
[22] : Paarlberg-Kvam K. et Anctil Avoine P., NACLA, The Wide-Angle Lens of Colombia's National Strike, 16 décembre 2019, En ligne, <https://nacla.org/news/2019/12/16/c... (https://nacla.org/news/2019/12/16/colombia-national-strike-duque?fbclid=IwAR3kEwllcgISRLy7BtAUr9Hd-fqM3YPuef4G5dB4oBmq05MDXzR6hw-XlAI)>
[23] <https://www.camara.leg.br/noticias/... (https://www.camara.leg.br/noticias/570598-com-pauta-ampla-marcha-das-margaridas-reune-mais-de-40-mil-mulheres-em-brasilia/)>
[24] <https://www.bbc.com/portuguese/bras... (https://www.bbc.com/portuguese/brasil-45700013)>

Vous avez aimé cet article?

Le Journal des Alternatives vit grâce au soutien de ses lectrices et lecteurs.

Je donne ♥

Cet article est classé dans :

- Journal des Alternatives. Vol.11 - No.03, mars 2020
- À la une
- Brésil
- Colombie
- Amérique
- Féminisme
- Genre

Partagez cet article sur :

Articles de la même rubrique

Journal des Alternatives. Vol.11 - No.03, mars 2020

La voix des femmes révoltées enflamme Alger : « Il n'y a pas de festivités, il y a des manifs ! »

Plus d'articles : 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6

Articles du même auteur

Danielle Coenga

À un an de sa mort : Marielle est toujours présente

Articles sur le même sujet

À la une

De grands oubliés de la pandémie : les personnes sans statut

Plus d'articles : 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10

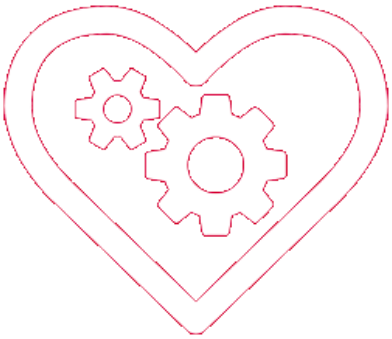
Agissez maintenant !

Je m'abonne

Recevez le bulletin mensuel gratuitement par courriel !

Je soutiens

Votre soutien permet à Alternatives de réaliser des projets en appui aux mouvements sociaux à travers le monde et à construire de véritables démocraties participatives. L'autonomie financière et politique d'Alternatives repose sur la générosité de gens comme vous.



Je contribue

Vous pouvez :

- Soumettre des articles ;
- Venir à nos réunions mensuelles, où nous faisons la révision de la dernière édition et planifions la prochaine édition ;
- Travailler comme rédacteur, correcteur, traducteur, bénévole.

514 982-6606
jda@alternatives.ca

Le Journal des Alternatives

3720, avenue du Parc, bureau 300
Montréal (Québec) H2X 2J1 CANADA

514 982-6606
@ jda@alternatives.ca

À propos

Le **Journal des alternatives** est un média **indépendant**, produit et distribué mensuellement par Alternatives (http://www.alternatives.ca) et la fédération Alternatives International (http://www.alterinter.org) depuis 1994.

Depuis 2010, l'édition mensuelle du Journal des Alternatives est disponible par courriel (abonnement gratuit) et en ligne. Le Journal est mis à disposition aux conditions stipulées par une licence publique « Créative Commons » qui permet la reproduction des textes à des fins non commerciales, mais en citant la source et les auteurs. Les points de vue exprimés par ces derniers n'engagent que ceux-ci.

En savoir plus »

Dernière édition du Journal des Alternatives

La COVID-19 déconstruit les dogmes néolibéraux et fait rêver d'un autre monde

De grands oubliés de la pandémie : les personnes sans statut

La révolution virale n'aura pas lieu

Covid-19 : où va le capitalisme ? Une analyse marxiste

Le coronavirus sonnera-t-il le glas du capitalisme ?

Quelques réflexions sur la pandémie et la mondialisation

Communovirus

2020 © Le Journal des Alternatives | Plan du site | Se connecter | Site réalisé par [ZAA.CC] Design web | (cc) BY-NC-ND